COMPTE-RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 24 SEPTEMBRE 2020

L'an DEUX MILLE VINGT LE 24 SEPTEMBRE à 20 heures 30,

Le Conseil Municipal, sur convocation en date du 18 SEPTEMBRE 2020, s'est réuni à la Mairie en séance publique sous la présidence de **Monsieur Christian LARDIÈRE, Maire de Linas.**

ETAIENT PRESENTS :

BERNARD Corinne, BLOT Dominique, BRIANT Geoffrey, CHARPENTIER CHOLLET Laurent, CUNYOT-PONSARD Mireille, DALI Sarah, DAVID Dominique, DEMICHEL Dominique, DJANY Alzina, HERTZ Ludovic, LANGLOIS Patrice, LARDIÈRE Christian, LE DROGO Laurent, LE MANACH Sandrine, LEVEQUE Anne, MACEL François-Xavier, MALBROUCK Anais, MATIAS Rui, MICHAUD Daniel, PICHOT Camille, RAVEL Stéphanie, RODARI Philippe, TANNEVEAU Jean-Jacques, THIOT Isabelle.

ABSENTS :

CORDIER Stéphanie
FERNANDES Rosa
GATINEAU Athena donne pouvoir à MALBROUCK Anais
MFUANANI NGUENTE Loïc
VIARGUES Cristèl donne pouvoir à BRIANT Geoffrey

Monsieur Christian LARDIÈRE, après avoir procédé à l'appel et constaté que le quorum était atteint, a ouvert la séance à 20h30. L'assemblée peut valablement délibérer.

Madame Alzina DJANY est désignée secrétaire de séance.

Monsieur Christian LARDIÈRE, Maire, rend compte des décisions municipales :

- **Décision municipale N°14/2020 du 28 juillet 2020**

Conclusion d'une convention n°20-06474 relative à la mise à disposition d'un agent du CIG pour une mission d'assistance à l'archivage au sein de la Commune de Linas avec le CIG.

Monsieur Christian LARDIÈRE propose d'approuver le Procès-Verbal du Conseil Municipal du 03 juillet 2020. Le Procès-Verbal est approuvé, à l'unanimité.

FINANCES

1. **TAXE DE SEJOUR 2021**
Délibération n°40/2020

Monsieur le Maire rappelle que le Conseil municipal doit fixer annuellement le montant de la taxe de séjour due, entre autre, par les hôtels situés sur le territoire communal.

De ce fait, le Conseil Municipal doit délibérer sur les tarifs de toutes les catégories d'hébergement.

Les limites tarifaires sont revalorisées chaque année comme le taux prévisionnel d'évolution des prix à la consommation des ménages, hors tabac, de l'année courante, annexé au projet de loi de finances de l'année. Compte-tenu de la faible évolution de cet indice, les limites planchers et plafonds restent les mêmes pour 2021, et ce depuis 2017.

Depuis 2013, le mode retenu était une taxation forfaitaire. Par rapport à la taxe de séjour au réel, la taxe de séjour forfaitaire repose sur la capacité d'accueil et non sur le nombre de personnes et le nombre de nuitées.

Ce mode de calcul a eu un effet néfaste avec l'épidémie du COVID-19. En effet, les hôteliers doivent supportés au titre de l'année 2020 une taxe importante, calculée au forfait, alors même que les hôtels étaient fermés pendant plusieurs mois durant le confinement.

Afin de soutenir les hôteliers pour l'année prochaine, il est proposé au Conseil municipal d'instituer une taxation réelle à compter du 1^{er} janvier 2021.

**LE CONSEIL MUNICIPAL,
APRÈS EN AVOIR DÉBATTU, À L'UNANIMITÉ,**

APPROUVE la nouvelle grille tarifaire de la taxe de séjour pour 2021 présentée dans le tableau ci-après sur le territoire communal :

Catégories d'hébergement	Tarif plancher	Tarif plafond	Tarif appliqué par la Ville en 2020 – AU FORFAIT	Tarif appliqué pour 2021 – AU REEL (par personne et par nuitée)
Palace	0.7	4.20	4.00	4.00
Hôtel de tourisme 5 étoiles, résidence de tourisme 5 étoiles, meublés de tourisme 5 étoiles et autres établissements présentant des caractéristiques de classement équivalentes	0.7	3.00	3.00	3.00
Hôtel de tourisme 4 étoiles, résidence de tourisme 4 étoiles, meublés de tourisme 4 étoiles et autres établissements présentant des caractéristiques de classement équivalentes	0.7	2.30	2.30	2.30
Hôtel de tourisme 3 étoiles, résidence de tourisme 3 étoiles, meublés de tourisme 3 étoiles et autres établissements présentant des caractéristiques de classement équivalentes	0.50	1.50	1.50	1.50
Hôtel de tourisme 2 étoiles, résidence de tourisme 2 étoiles, meublés de tourisme 2 étoiles, village vacances 4 et 5 étoiles et tous les autres établissements présentant des caractéristiques de classement équivalentes	0.30	0.90	0.90	0.90
Hôtel de tourisme 1 étoile, résidence de tourisme 1 étoile, meublés de tourisme 1 étoile, village vacances 1,2 et 3 étoiles, chambres d'hôtes,	0.20	0.80	0.80	0.80
Terrain de camping et de caravanage en 3, 4 et 5 étoiles, et tout autre terrain d'hébergement présentant des caractéristiques équivalentes, emplacements dans des aires de camping-cars et des parcs de stationnement touristiques par tranche de 24 heures	0.20	0.60	0.60	0.60
Terrain de camping et de caravanage classé en 1 et 2 étoiles ou équivalent, port de plaisance		0.20	0.20	0.20
Tout hébergement (hôtel, meublés de tourisme et hébergements assimilés) en attente de classement ou sans classement. Coût applicable par nuit et par personne.	1%	5%	0.80	0.80

Etant considéré que les classements de meublés exprimés en "clé-vacances" ou "épis" sont équivalents aux classements étoiles.

PRECISE que la taxe de séjour sera calculée « au réel », par nuitée et par personne, pour la période du 1^{er} janvier 2021 au 31 décembre 2021.

DIT que la Ville de Linas collectera, en même temps que sa propre taxe de séjour, celle du Département de l'Essonne, et celle de la Région Ile de France, et la leur reversera.

DIT que ces recettes et dépenses seront inscrites au Budget de l'exercice et que cette délibération sera transmise pour information à la DGFIP.

2. TAXE LOCALE SUR LA PUBLICITE EXTERIEURE (TLPE) 2021

Délibération n°41/2020

Monsieur le Maire rappelle que depuis le 1^{er} janvier 2009 est applicable la nouvelle Taxe Locale sur la Publicité Extérieure (TLPE), qui vise à décourager de trop grandes surfaces d'affichage publicitaire et mieux préserver la qualité du paysage.

Depuis 2016, les tarifs maximaux sont relevés, chaque année, dans une proportion égale au taux de croissance de l'indice des prix à la consommation hors tabac de la pénultième année (article L.2333-12 du CGCT), soit pour les tarifs applicables en 2021, un taux de croissance de 1,5%.

Il est rappelé que la loi prévoit, à partir de ce tarif de base (" t "), un mécanisme de coefficient multiplicateur croissant selon la superficie de l'affichage :

dispositifs publicitaires et pré enseignes	
Affichage non numérique ≤ 50m ²	t
Affichage non numérique > 50m ²	t x 2
Affichage numérique ≤ 50m ²	t x 3
Affichage numérique > 50m ²	t x 6
enseignes	
inférieure ou égale à 7 m ²	exonération de droit, sauf délibération contraire de la collectivité
inférieure ou égale à 12 m ²	t
supérieure à 12 m ² et < ou = à 50 m ²	t x 2
supérieure à 50 m ²	t x 4

**LE CONSEIL MUNICIPAL,
APRÈS EN AVOIR DÉBATTU, À L'UNANIMITE,**

APPLIQUE le tarif de base de la TLPE « t » = 21,40 €/m² à compter du 1er janvier 2021 (pour mémoire, « t » est égal à 21.10 €/m² en 2020).

TRAVAUX-URBANISME

3. CONVENTION EXTENSION RESEAU ENEDIS – SCI LINAS BOILLOT

Délibération n°42/2020

Monsieur le Maire expose aux membres du Conseil Municipal que :

Un permis de construire n°091 339 17 1 0045 a été accordé à la SCI LINAS BOILLOT le 29 septembre 2017 suivi d'un permis de construire modificatif référencé

PC 091 339 17 1 0045 M01 délivré le 02 juillet 2018, aux fins d'y réaliser 304 logements avenue Georges Boillot à Linas.

Dans le cadre de l'instruction du dossier de permis de construire, ENEDIS a été consulté et il en résulte qu'une extension du réseau d'électricité sous maîtrise d'ouvrage d'ENEDIS est nécessaire pour alimenter le projet, en dehors du terrain d'assiette de l'opération, soit à la charge de la commune.

Le chiffrage porté dans son avis du 02 mai 2018 est de 4.553,37 € HT. Ce montant a été réactualisé par ENEDIS et la contribution s'élève à 20.303,08 € HT soit 24.363,70 € TTC.

Il s'ensuit des pièces du dossier qu'il peut être fait application de l'article L. 332-15 du Code de l'Urbanisme qui définit les caractéristiques d'un équipement propre.

En effet, celui-ci permet l'imputation au pétitionnaire des frais liés à une extension du réseau rendue nécessaire par le projet, sous réserve que les réseaux correspondants, dimensionnés pour correspondre exclusivement aux besoins du projet ne soient pas destinés à desservir d'autres constructions existantes ou futures.

Pour ce faire, il est nécessaire de passer une convention entre la SCI LINAS BOILLOT et la Commune, fixant les modalités de remboursement.

**LE CONSEIL MUNICIPAL,
APRÈS EN AVOIR DÉBATTU, À L'UNANIMITE,**

APPROUVE la convention à intervenir entre la SCI Linas Boillot et la Commune, relative à la prise en charge, par le promoteur, de l'extension du réseau d'électricité dans le cadre des permis de construire n°091 552 17 1 0045 et M01.

DONNE l'autorisation à Monsieur le Maire ou son représentant de signer la convention à intervenir.

DIT que les dépenses et recettes en résultant seront imputées au budget 2020.

**4. ACQUISITION DE LA PARCELLE AP 146 SITUÉE IMPASSE DES FLEURS
Délibération n°43/2020**

Monsieur le Maire informe le conseil municipal que la Commune a reçu, le 21 octobre 2019, une déclaration d'intention d'aliéner de l'Etat qui envisageait de céder la parcelle cadastrée AP 146 située à Linas, impasse des fleurs, d'une contenance de 379 m². La valeur vénale de cette parcelle a été fixée à 1 € par un avis domanial, celle-ci a actuellement un usage de voirie.

La Commune a notifié sa décision de faire valoir son droit de priorité le 21 novembre 2019, afin de réaliser une opération d'aménagement de voirie.

**LE CONSEIL MUNICIPAL,
APRÈS EN AVOIR DÉBATTU, À L'UNANIMITE,**

AUTORISE l'acquisition de la parcelle susmentionnée au prix de 1 €.

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous actes liés à cette acquisition.

PRECISE que cette dépense et tous les frais afférents (géomètre, actes administratifs, frais de notaire) seront inscrits au budget de l'exercice en cours.

AFFAIRES GENERALES – PERSONNEL – DIVERS**5. UTILISATION DES VEHICULES MUNICIPAUX**

Délégation reportée

6. REGLEMENT INTERIEUR DU CONSEIL MUNICIPAL

Délégation reportée

7. MODIFICATION DE LA DELEGATION PERMANENTE AU MAIRE

Délégation n°44/2020

Monsieur le Maire rappelle que par délibération du 3 juillet 2020, les membres du Conseil municipal se sont prononcés sur les compétences déléguées de manière permanente au titre de l'article L 2122-22 du Code général des collectivités territoriales.

Par courrier du 30 juillet 2020, les services du contrôle de la légalité ont précisé que les conditions d'exercices du droit d'ester en justice (point n° 15 de la délibération initiale) n'ont pas été précisées.

Dès lors, la Préfecture invite le Conseil municipal à délibérer à nouveau sur ce point pour le modifier et apporter les limitations « éventuellement » souhaitées.

Enfin, afin de faire droit à une demande lors du Conseil municipal d'installation du 3 juillet dernier, deux points portant sur l'urbanisme avaient été retirés sur la délibération portant délégation générale et permanente à Monsieur le Maire.

Il convient de rajouter ces points afin de ne pas perturber l'activité des services municipaux.

**LE CONSEIL MUNICIPAL,
APRÈS EN AVOIR DÉBATTU, À LA MAJORITÉ, moins 1 vote CONTRE (Liste OXYGENE) et 6 ABSTENTIONS (Listes LINAS AUTREMENT, J'AIME LINAS),**

MODIFIE le point n°15 de la délibération n°22-2020 comme suit :

« INTENTER, au nom de la commune toutes les actions en justice ou de défendre la commune dans toutes les actions intentées contre elle, et de transiger avec les tiers dans la limite de 1.000 euros ».

AJOUTE à la délibération n°22-2020 les points suivants :

25. EXERCER, au nom de la Commune, pour les opérations d'un montant inférieur à 150 000 euros, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la Commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues à l'article L.211-2 ou au premier alinéa de l'article L. 213-3 de ce même code.

26. PROCEDER au dépôt des demandes d'autorisations d'urbanisme relatives à la démolition, à la transformation ou à l'édification des biens municipaux dans les limites suivantes :

- Pour les Déclarations Préalables : sans limites ;
- Pour les permis de construire : construction ou transformation d'un bâtiment dont l'emprise au sol n'excède pas 75 m² ;
- Pour les permis d'aménager et les permis de démolir non adossés à un PC : restent soumis à délibération du conseil ;

8. RECTIFICATION DE LA DELIBERATION PORTANT SUR LES INDEMNITES DES ELUS.

Délibération n°45/2020

Monsieur le Maire informe que, par délibération du 3 juillet 2020, le Conseil municipal s'est prononcé sur le montant de l'indemnité des élus. Pour rappel, le montant des indemnités de fonction est fixé en pourcentage du montant correspondant à l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique.

Or, cette délibération mentionne le numéro d'indice 1015 en tant qu'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique alors que l'indice actuel est 1027.

Afin d'éviter toutes problématiques liées à la réactualisation de ces indices, la Trésorerie publique de MONTLHERY conseille de ne pas faire mention du numéro d'indice dans la délibération.

Il vous est donc proposé de supprimer dans la délibération du 3 juillet 2020 toute référence à l'indice 1015.

**LE CONSEIL MUNICIPAL,
APRÈS EN AVOIR DÉBATTU, À L'UNANIMITE, moins 2 ABSTENTIONS
(Liste J'AIME LINAS)**

SUPPRIME dans la délibération n°23/2020 toute référence à l'indice 1015.

RAPPELLE que toutes les autres dispositions de la délibération n°23/2020 demeurent inchangées, et que le montant de l'indemnité des élus sera fixé en appliquant le taux maximal de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique.

PRECISE que la présente délibération aura un effet rétroactif au 3 juillet 2020.

9. ACTUALISATION DES STATUTS DE LA CAISSE DES ECOLES.

Délibération n°46/2020

Monsieur le Maire expose aux membres du Conseil Municipal que :

La Caisse des Ecoles est un établissement public communal créé par délibération du Conseil municipal, qui permet d'associer l'ensemble des linois ainsi que les parents d'élèves à la mise en place de politiques publiques en faveur des écoles de la commune.

La Caisse des Ecoles participe à de nombreuses manifestations, telles que la Fête des associations, le marché de Noël, le loto ou le Carnaval de Bineau.

Afin de développer l'activité de cette caisse, il est indispensable de réactualiser les statuts de cet établissement public qui datent du 21 mars 2000.

Cette réactualisation permettra également de former un nouveau comité de Caisse, composé du maire ou de l'adjointe déléguée, de cinq conseillers municipaux et de cinq représentants des sociétaires.

Ces représentants seront élus lors de la première assemblée générale parmi les sociétaires. Il est précisé que pour participer à cette première assemblée générale, une cotisation fixée au minimum à CINQ (05) euros est demandée.

**LE CONSEIL MUNICIPAL,
APRÈS EN AVOIR DÉBATTU, À L'UNANIMITE,**

APPROUVE les nouveaux statuts de la Caisse des Ecoles.

10. DESIGNATION DU REPRESENTANT CLECT DE LA CPS.

Délibération n°47/2020

La CLECT (Commission locale d'évaluation des charges transférées) est une commission qui se prononce sur l'évaluation des transferts de charges entre la communauté d'agglomération et les communes membres.

L'article 1609 nonies C du Code général des impôts prévoit et impose, au moment des transferts de compétence et d'équipement, l'évaluation des charges transférées des communes à la communauté d'agglomération. Ces coûts sont ensuite imputés sur les attributions de compensation des communes.

Cette évaluation est présentée et débattue en commission locale d'évaluation des charges transférées qui délibère à la majorité des deux tiers de ses membres.

La commission d'évaluation des charges transférées doit être composée à minima d'un représentant de chacune des communes.

**LE CONSEIL MUNICIPAL,
APRÈS EN AVOIR DÉBATTU, À L'UNANIMITE, moins 5 ABSTENTIONS
(Listes LINAS AUTREMENT, OXYGENE)**

PROCEDE à la désignation des représentants du Conseil municipal de Linas pour siéger au sein de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées de la Communauté d'agglomération Paris-Saclay, comme suit :

Membre Titulaire	RODARI Philippe
Membre Suppléant	DJANY Alzina

PRECISE que la présente délibération sera transmise à la Communauté d'agglomération Paris-Saclay.

11. MAINTIEN DU REGIME INDEMNITAIRE EN CAS D'ARRET MALADIE LIE A LA COVID 19.

Délibération n°48/2020

Monsieur le maire informe l'assemblée que suite aux mesures adoptées par le gouvernement pour faire face à l'épidémie de Coronavirus, le Ministère de la Cohésion des territoires et des collectivités locales a émis la recommandation suivante pour les agents en arrêt de travail en lien avec la COVID-19.

« Par principe, le maintien du régime indemnitaire, en cas de congé de maladie ordinaire, doit être expressément prévu par une délibération de la collectivité. Compte tenu du caractère exceptionnel de la situation sanitaire et de son impact sur la situation individuelle des agents publics, les collectivités sont invitées à délibérer afin de permettre le maintien du régime indemnitaire des agents

territoriaux placés en congé de maladie ordinaire atteints du coronavirus. Ainsi une délibération ultérieure en ce sens pourra, à titre exceptionnel, revêtir un caractère rétroactif à compter du 1^{er} février 2020 ».

Monsieur le Maire souhaite actualiser la délibération n°6 du 9 janvier 2017 concernant le régime indemnitaire et la détermination des groupes de fonctions et des critères d'attribution du régime indemnitaire (RIFSEEP) et plus particulièrement le paragraphe relatif à la « MODULATION DE L'IFSE DU FAIT DES ABSENCES » qui mentionne : « En cas de maladie ordinaire, l'IFSE est diminuée à compter du 30eme jour d'absence (non consécutive) à raison d'1/30eme par jour d'absence ».

Il propose de maintenir le régime indemnitaire des agents territoriaux placés en congé de maladie ordinaire atteints du coronavirus avec effet rétroactif à compter du 1^{er} février 2020.

**LE CONSEIL MUNICIPAL,
APRÈS EN AVOIR DÉBATTU, À L'UNANIMITE,**

APPROUVE le maintien du régime indemnitaire des agents territoriaux placés en congé de maladie ordinaire atteints du coronavirus avec effet rétroactif à compter du 1^{er} février 2020.

**12. MAINTIEN DU REGIME INDEMNITAIRE EN CAS DE CONGE DE MALADIE
ORDINAIRE PENDANT LA CRISE SANITAIRE.**
Délibération n°49/2020

Monsieur le Maire explique que, dans une note du 21 mars, le Ministère de la Cohésion des territoires et des collectivités locales a émis la recommandation suivante :

« Compte tenu du caractère exceptionnel de la situation sanitaire et de son impact sur la situation individuelle des agents publics, les employeurs territoriaux sont invités à maintenir le régime indemnitaire des agents placés congés de maladie ordinaire, y compris dans l'hypothèse où une délibération permettrait la suppression des primes en l'absence de service effectif ».

Monsieur le Maire souhaite accorder au bénéfice des agents (titulaires, stagiaires, et non titulaires), de maintenir le régime indemnitaire des agents placés en congé de maladie ordinaire à partir du 17 mars 2020 et ce, jusqu'au 10 juillet 2020, date de fin officielle du confinement, en tenant compte des possibilités de sortie progressive du confinement. Il estime qu'en l'état actuel de la crise sanitaire, les autorisations exceptionnelles d'absence apparaissent comme les plus protectrices pour les agents.

Monsieur le Maire souhaite actualiser la délibération n°6 du 9 janvier 2017 concernant le régime indemnitaire et la détermination des groupes de fonctions et des critères d'attribution du régime indemnitaire (RIFSEEP) et plus particulièrement le paragraphe relatif à la « MODULATION DE L'IFSE DU FAIT DES ABSENCES » qui mentionne : « En cas de maladie ordinaire, l'IFSE est diminuée à compter du 30eme jour d'absence (non consécutive) à raison d'1/30eme par jour d'absence ».

Il propose de maintenir le régime indemnitaire des agents territoriaux placés en congé de maladie ordinaire à partir du 17 mars 2020 et ce, jusqu'au 10 juillet 2020, la date de fin officielle du confinement, en tenant compte des possibilités de sortie progressive du confinement.

**LE CONSEIL MUNICIPAL,
APRÈS EN AVOIR DÉBATTU, À L'UNANIMITE,**

APPROUVE le maintien du régime indemnitaire des agents territoriaux placés en congé de maladie ordinaire à partir du 17 mars 2020 et ce jusqu'au 10 juillet 2020, la date de fin officielle du confinement.

13. MAINTIEN DU REGIME INDEMNITAIRE EN CAS D'AUTORISATION SPECIALE D'ABSENCE COVID 19.

Délibération n°50/2020

Monsieur le Maire rappelle que, dans une note du 21 mars, le Ministère de la Cohésion des territoires et des collectivités locales a émis la recommandation suivante :

« Compte tenu du caractère exceptionnel de la situation sanitaire et de son impact sur la situation individuelle des agents publics, les employeurs territoriaux sont invités à maintenir le régime indemnitaire des agents placés en Autorisation Spéciale d'Absence (ASA), y compris dans l'hypothèse où une délibération permettrait la suppression des primes en l'absence de service effectif ».

Monsieur le Maire souhaite d'une part, accorder au bénéfice des agents (titulaires, stagiaires, et non titulaires), l'autorisation spéciale d'absence Covid-19 prévue en cas de risque de contagion et d'autre part, maintenir le régime indemnitaire des agents placés en ASA, à partir du 17 mars 2020 et ce, jusqu'à la date de fin officielle du confinement, en tenant compte des possibilités de sortie progressive du confinement. Il estime qu'en l'état actuel de la crise sanitaire, les autorisations exceptionnelles d'absence apparaissent comme les plus protectrices pour les agents.

Il convient donc d'actualiser la délibération n°8 du 27 février 2013 concernant les « Autorisations spéciales d'absences ».

**LE CONSEIL MUNICIPAL,
APRÈS EN AVOIR DÉBATTU, À L'UNANIMITE,**

APPROUVE le maintien du régime indemnitaire des agents territoriaux placés en autorisation spéciale d'absence COVID-19 avec effet rétroactif au 17 mars 2020.

14. RECRUTEMENT D'AGENTS CONTRACTUELS DE REMPLACEMENT.

Délibération n°51/2020

Monsieur le Maire informe l'assemblée délibérante que l'article 3-1 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 permet que les emplois permanents des collectivités puissent être occupés par des agents contractuels, pour assurer le remplacement temporaire de fonctionnaires ou d'agents contractuels autorisés à exercer leurs fonctions à temps partiel ou indisponibles en raison :

- d'un congé annuel,
- d'un congé de maladie, de grave ou de longue maladie,
- d'un congé de longue durée,
- d'un congé de maternité ou pour adoption,
- d'un congé parental ou d'un congé de présence parentale,
- d'un congé de solidarité familiale ou de l'accomplissement du service civil ou national, du rappel ou du maintien sous les drapeaux ou de leur participation à des activités dans le cadre des réserves opérationnelle, de sécurité civile ou sanitaire,
- d'autre congé régulièrement octroyé en application des dispositions réglementaires applicables aux agents de la fonction publique territoriale.

Les contrats établis sur ce fondement sont conclus pour une durée déterminée et renouvelés, par décision expresse, dans la limite de la durée de l'absence du fonctionnaire ou de l'agent contractuel à remplacer. Ils peuvent prendre effet avant le départ de cet agent.

Considérant que les besoins du service peuvent justifier le remplacement rapide de fonctionnaires territoriaux ou d'agents contractuels indisponibles.

**LE CONSEIL MUNICIPAL,
APRÈS EN AVOIR DÉBATTU, À L'UNANIMITÉ,**

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à recruter des agents contractuels dans les conditions fixées par l'article 3-1 de la loi du 26 janvier 1984 précitée pour remplacer des fonctionnaires ou des agents contractuels momentanément indisponibles.

PRECISE que Monsieur le Maire ou son représentant sera chargé de la détermination des niveaux de recrutement et de rémunération des candidats retenus selon la nature des fonctions concernées, leur expérience et leur profil.

DIT que les crédits correspondants sont inscrits au budget.

15. RECRUTEMENT POUR ACCROISSEMENT TEMPORAIRE OU SAISONNIER D'ACTIVITÉ – 2020.

Délibération n°52/2020

Monsieur le Maire informe l'assemblée délibérante que l'article 3 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 permet de recruter des agents contractuels sur des emplois non permanents afin de couvrir :

1° un accroissement temporaire d'activité, d'une durée maximale de 12 mois sur une période de 18 mois consécutifs ;

2° un accroissement saisonnier d'activité, d'une durée maximale de 6 mois sur une période de 12 mois consécutifs.

Conformément à l'article 34 de la même loi, ces emplois doivent être créés par délibération du Conseil municipal.

Lors des périodes de vacances scolaires, il est nécessaire de renforcer les services suivants pour accroissement saisonnier d'activités :

- Accueils de loisirs sans hébergement (ALSH) ;

En outre, il est nécessaire de prévoir la création d'emplois pour accroissement temporaire d'activités, pour les services suivants :

- ALSH et ATSEM
- Services techniques ;
- Restauration municipale ;
- Entretien ;
- Services administratifs et médiathèque ;

**LE CONSEIL MUNICIPAL,
APRÈS EN AVOIR DÉBATTU, À L'UNANIMITÉ,**

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant pour l'année 2020 à recruter des agents contractuels pour faire face à des besoins liés à un accroissement temporaire, ou saisonnier d'activité lors des périodes de vacances scolaires, en application de l'article 3 de la loi n°84-53 précitée.

CREE, au maximum, 10 emplois à temps complet et 10 à temps non complet dans le grade d'adjoint d'animation, adjoint technique, adjoint administratif, adjoint du patrimoine, relevant de la catégorie hiérarchique C.

CHARGE Monsieur le Maire ou son représentant de la constatation des besoins concernés ainsi que de la détermination des niveaux de recrutement et de rémunération des candidats selon la nature des fonctions et de leur profil. La rémunération sera limitée à l'indice terminal du grade de référence.

DIT que les crédits correspondants sont inscrits au budget.

INFORMATION

COMPOSITION DES COMITES CONSULTATIFS

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que :

Nous avons fait le choix de la démocratie participative en ouvrant des comités consultatifs municipaux composés, pour moitié, d'élus du conseil municipal et pour l'autre moitié, d'administrés.

Les comités consultatifs sont des organes de réflexion et de proposition sur toute question d'intérêt communal. Ils sont composés de 8 élus du conseil municipal (5 élus de la majorité, 1 élu de chaque opposition) et de 8 administrés ayant porté leur candidature à la connaissance du maire.

Ces comités consultatifs seront les suivants :

- Finances
- Urbanisme (PLU, aménagement du territoire)
- Vie économique locale (aborde les questions liées aux commerces et entreprises de la commune et leur environnement public)
- Vie communale (aborde les questions liées à la culture, la vie associative, les sports, animations communales, démocratie locale)
- Jeunesse (vie scolaire, restauration scolaire, petite enfance, enfance, jeunesse, centre de loisirs)
- Environnement (cadre de vie, écologie, équipements publics, voirie)

Chaque comité consultatif se réunira selon un calendrier propre pour réfléchir et formuler des propositions sur des sujets déterminés dans le cadre de son domaine de compétences, précisé dans son appellation.

Les comités consultatifs ont les objectifs suivants :

- Associer les citoyens volontaires à la vie de la commune en favorisant le dialogue avec les élus sur tous les domaines de la vie de la ville,
- Enrichir et aider à orienter l'action municipale grâce aux propositions faites,
- Faire bénéficier la commune de l'expérience des Linoises et Linois, de leurs compétences et de leur connaissance du terrain.

Le conseil municipal d'octobre validera les membres élus et non élus de chaque comité consultatif.

Toute personne résidant à Linas, âgée de 18 ans et plus, peut faire acte de candidature. Les demandes de participation peuvent concerner plusieurs comités consultatifs et doivent être adressées à Monsieur le Maire.

QUESTIONS DIVERSES TRAITÉES

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 22h40.

Affiché le : 30/09/2020